

## COMMENT EXPLIQUER L'INSTABILITÉ DE LA CROISSANCE ?

Aurélie Ciaï  
Académie d'Aix-Marseille

### Programme :

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>1. Croissance, fluctuations et crises</b> <b>1.2. Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?</b>	Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, croissance potentielle, dépression, déflation.	L'observation des fluctuations économiques permettra de mettre l'accent sur la variabilité de la croissance et sur l'existence de périodes de crise. On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des fluctuations (chocs de l'offre et de la demande, cycle du crédit), en insistant notamment sur les liens avec la demande globale. En faisant référence au programme de première, on rappellera le rôle des politiques macro-économiques (nationales et européennes) dans la gestion des fluctuations conjoncturelles. On analysera les mécanismes cumulatifs susceptibles d'engendrer déflation et dépression économique et leurs conséquences sur le chômage de masse <b>Acquis de première :</b> inflation, politique monétaire, politique budgétaire, politique conjoncturelle, chômage, demande globale.

**Problématique :** Que sont les fluctuations et les cycles économiques ? Comment peut-on expliquer cette instabilité de la croissance économique ? Quel rôle les politiques macroéconomiques peuvent-elles jouer dans la gestion de ces fluctuations ?

Les documents non reportés ici sont issus du manuel **Hachette**. Dans ce cas, le numéro du document et la page sont indiqués entre parenthèses.

## I. FLUCTUATIONS ET CYCLES ECONOMIQUES

### A. La variabilité de la croissance

#### Document 1 : les fluctuations de la croissance économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre une période de forte croissance économique au sein des pays de l'OCDE, d'autant plus exemplaire qu'elle succède à la crise des années 1930 et qu'elle affecte l'ensemble des pays développés (quoique de façon différenciée). Ainsi, dans le cas de la France, la période des « Trente Glorieuses » (selon l'expression de Fourastié<sup>1</sup>) est marquée par une croissance annuelle du PIB de 5% en moyenne. Mais cette période de prospérité prend fin à partir des années 1970 pour céder la place à une longue phase de ralentissement de la croissance, entrecoupée il est vrai d'une brève reprise à la fin des années 1980. Durant les années 1990, les Etats-Unis se caractérisent par une période continue de forte expansion<sup>2</sup> – avec un taux de croissance annuel du PIB de l'ordre de 4% –, tandis que les pays d'Europe continentale affrontent une sévère récession<sup>3</sup> en 1993 avant de connaître à leur tour une croissance marquée entre 1997 et 2000. Après un retour de la croissance entre 2005 et 2008, le monde est [...] entré en récession, avec une croissance mondiale négative en 2009 (-0,6%), particulièrement marquée dans la zone euro (-4,1%) et en Russie (-7,9%), tandis que les pays émergents et en développement connaissent un ralentissement de leur croissance économique, qui est restée toutefois positive : 9,1% en 2009 pour la Chine, 5,7% pour l'Inde, 2,6% en Afrique subsaharienne.

<sup>1</sup> Jean Fourastié (1907 – 1990) : économiste français.

<sup>2</sup> L'expansion désigne un phénomène d'accélération conjoncturelle du rythme de croissance de l'économie par rapport au taux moyen de croissance de longue période.

<sup>3</sup> La récession désigne un phénomène de ralentissement du rythme de croissance ou de croissance négative pendant au moins six mois. Lorsque la baisse de la production se prolonge, par exemple sur plusieurs années, on assiste à un phénomène de dépression.

E. Combe, *Précis d'économie*, coll. Major, PUF, 11ème édition, 2011

#### Document 2 (Doc. 2 p 40) : Evolution du PIB en volume (France, 1960-2009)

#### Questions :

**1) En vous aidant du document 1, en quoi peut-on dire que la croissance économique est variable et fluctuante ? Illustrez avec l'exemple de la France.**

*On observe que la croissance économique n'est pas linéaire, continue. Elle fluctue dans le temps, et les économies sont donc marquées par des périodes d'expansion, c'est-à-dire d'accélération du rythme de croissance, et de récession voire de dépression, c'est-à-dire des périodes de ralentissement de la croissance voire de croissance négative (diminution de la production).*

*On peut observer ces fluctuations économiques dans le cas de la France, dans les deux documents :*

*Le doc. 1 nous indique que la France est marquée par une forte croissance économique pendant les 30 Glorieuses, puis par une période de ralentissement de la croissance à partir des années 70 (chocs pétroliers), puis période d'expansion entre 1997 et 2000, et de récession suite à la crise mondiale.*

*Le doc. 2 nous permet de visualiser graphiquement ces périodes.*

**Déf. Fluctuations économiques :** ensemble des mouvements de baisse et de hausse de l'activité économique, c'est-à-dire des variations du taux de croissance économique.

*Si à moyen terme, l'économie est caractérisée par une tendance de croissance, à court terme, certaines fluctuations sont qualifiées de « cycliques » et peuvent s'articuler à des fluctuations plus longues.*

**2) Distinguez la récession de la dépression.**

*Un phénomène de ralentissement du rythme de la croissance renvoie à une récession ; un taux de croissance négatif peut renvoyer à une récession ou une dépression, la différence entre les deux étant la durée pendant laquelle la croissance économique est négative.*

**Déf. Récession :** désigne le moment d'un cycle économique au cours duquel on assiste à un ralentissement du rythme de croissance économique, voire une baisse de la production (croissance négative) pendant au moins six mois.

**Déf. Dépression :** désigne le moment d'un cycle économique pendant lequel on assiste à une baisse durable de la production.

**Répondre aux questions du livre.**

1) 1960-1972 :  $200 / 100 = 2$ . 1972-2002 :  $400 / 200 = 2$ .

Entre 1960 et 1972, le PIB en volume a été multiplié par 2 ; entre 1972 et 2002, le PIB a été multiplié par 2. Ainsi, le PIB connaît le même accroissement au cours de ces deux périodes ; il faut remarquer cependant que la première période représente 12 années et la seconde 20 années : la croissance est donc presque 2 fois plus faible dans cette seconde période que dans la première.

2) En 1975, 1993 et 2009, le PIB en volume diminue par rapport à l'année précédente. = récession. Depuis 1960 (et même depuis 1945), ce sont les trois seules années où ce phénomène se produit.

3) Entre 1960 et 2008, le PIB a été multiplié par 4,5, mais cette croissance de long terme est composée de périodes différentes :

– Entre 1960 et 1973 : croissance forte, le PIB augmente de 6 % par an environ, avec de faibles variations conjoncturelles, et sans crises.

– En revanche, depuis 1973, la croissance alterne des phases de ralentissement (voire de récession à trois reprises : 1973, 1993, 2009) et de reprise (par exemple : 1998-1989, 1997-2000) mais la tendance globale est plutôt une croissance « molle » (environ 2 %).

► La croissance économique est donc cyclique.

## B. Des cycles économiques de périodicité variable

### Document 3 (Doc. 3 p 40) : Qu'est-ce qu'un cycle ?

Répondre aux questions du livre.

1) Les phases d'expansion puis de récession reviennent sans cesse, mais pas de façon strictement régulière dans le temps ni d'une durée semblable à chaque fois, au contraire d'une fonction « périodique ».

2) Par exemple : expansion en 1986-1989, crise en 1990, récession en 1991-1993, expansion en 1994-2000.

► **Déf. Crise économique** : moment de retournement de la tendance de l'activité économique qui met fin à l'expansion pour déboucher sur une récession. Elle désigne donc le point de retournement à la baisse de l'activité économique.

**NB** : cela est la définition au sens strict. Au sens large, la crise désigne l'ensemble de la période au cours de laquelle l'activité est déprimée. Cf. aujourd'hui on parle de la crise économique initiée en 2008-2009, on utilise donc le terme « crise » au sens large. La crise dans son sens large se termine alors grâce à la reprise ; en effet, pour désigner le moment de retournement de la tendance de l'activité économique qui met fin à la récession ou la dépression pour déboucher sur une phase d'expansion, on parle de **reprise**.

#### PRECISIONS CONCERNANT LE VOCABULAIRE DES DIFFÉRENTES PHASES D'UN CYCLE ÉCONOMIQUE

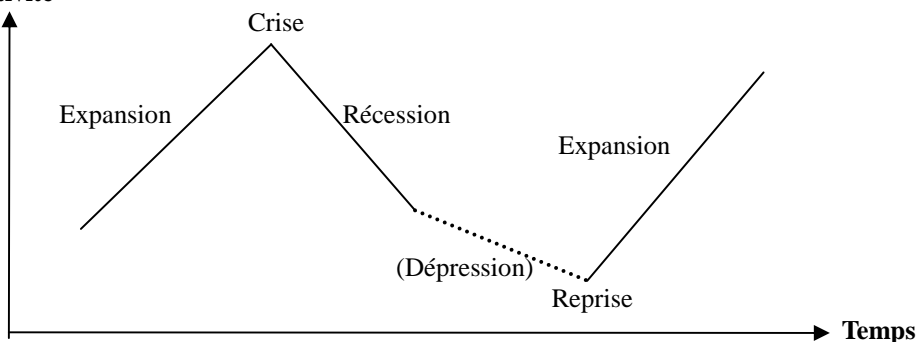
L'**expansion** désigne un phénomène d'accélération conjoncturelle du rythme de croissance de l'économie par rapport au taux moyen de croissance de longue période. ► A ne pas confondre avec la notion de **croissance économique** qui désigne l'augmentation soutenue et durable du PIB en volume d'une économie.

La **récession** désigne un phénomène de diminution de la production sur une période d'au moins six mois. ► A ne pas confondre avec la notion de **dépression** qui désigne une baisse durable de la production.

On désigne par la notion de **crise** le moment de retournement de la tendance de l'activité économique qui met fin à l'expansion pour déboucher sur une récession.

La **reprise** quant à elle désigne le moment de retournement de la tendance de l'activité économique qui met fin à la récession ou dépression pour déboucher sur une phase d'expansion.

Activité



#### Document 4 (Doc. 2 p 115 Magnard) : Des cycles de périodicité variable

J. A. Schumpeter en 1939 schématise l'évolution cyclique en la ramenant à trois mouvements emboîtés : les cycles Kondratieff (de 50 à 60 ans) qui sont des cycles provoqués par les innovations<sup>1</sup>, les cycles Juglar ou cycles des affaires (de 8 à 10 ans) et les cycles Kitchin (40 mois environ) liés à la variation des stocks. Ces cycles se caractérisent par une hausse des prix et de la production en période d'expansion

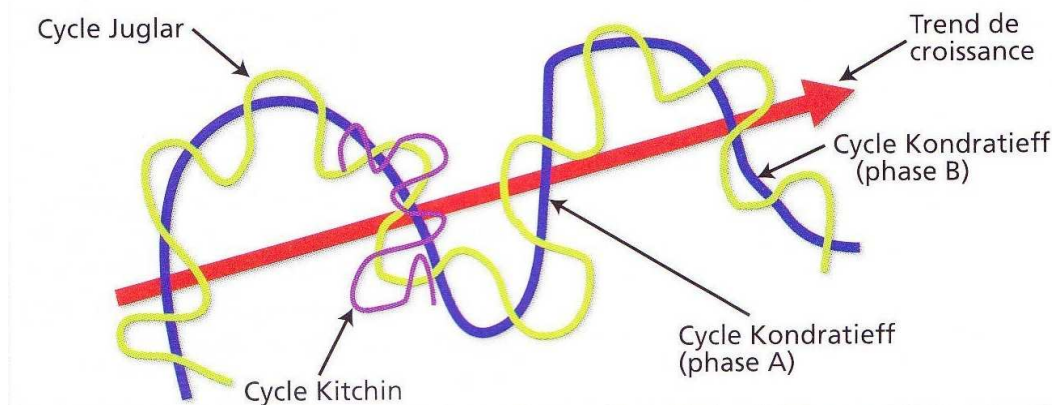
et une baisse en période de récession ou de dépression.

Les fluctuations cycliques s'atténuent à partir des années 1950, en raison du développement de l'État-providence (distribution de revenus sociaux) et de la mise en place de politiques de stabilisation de la conjoncture. En période de récession, on n'observe plus de baisse de la production et des prix. Si la période 1950-1974 corres-

pondant aux Trente Glorieuses peut s'analyser comme un cycle A Kondratieff et celle qui débute en 1974 avec les chocs pétroliers comme un cycle B, un nouveau cycle A ne semble pas se déclencher malgré l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication en 1990-2000. ■

D'après Michel Voisin, « Crises et fluctuations », *Comprendre l'économie. Les Cahiers français*, n° 315, La Documentation française, juillet-août 2003.

Cycles Kondratieff, Juglar et Kitchin



S.E.S. Terminale, Magnard, 2012.

**NB :** Le trend de croissance représente l'ajustement linéaire des fluctuations observées, de façon à dégager une tendance continue de la croissance.

#### Questions :

1) **Qu'est-ce qui distingue les différents cycles économiques présentés dans le document ? Présentez les caractéristiques de chacun d'entre eux.**

*Ce qui distingue ces cycles est leur durée, leur origine et leur ampleur :*

• **Les cycles Kondratieff** sont des cycles longs (40-60 ans) et se caractérisent par des vagues longues de hausse puis de baisse des prix. Ces cycles dépendent des contraintes techniques pesant sur la production qui dépendent du rythme du PT et de la durée de vie du K. C'est pourquoi l'on dit qu'ils sont provoqués par des innovations (cf. destruction créatrice vue en POINT 1, grappe d'innovations...).

• **Les cycles Juglar** sont des cycles plus courts (6 à 12 ans) liés au climat des affaires, c'est-à-dire la confiance en l'avenir durant plusieurs années. Se succèdent donc des périodes de confiance source d'expansion, elle-même à l'origine d'excès (crédits, spéculation) qui provoquent une crise et un renversement de situation (récession) due à une perte de confiance.

• **Les cycles Kitchin** sont des cycles très courts (environ 40 mois – 3 ans) liés à la gestion des stocks : les entreprises accumulent des stocks en période d'expansion pour répondre à la demande, puis doivent déstocker par la suite, d'où la baisse des prix et de la production.

*Ces trois types de cycles sont globalement emboîtés. Leur nom vient des économistes les ayant identifiés.*

2) **Quelles sont les différences entre les cycles du XIXe siècle et ceux qui ont lieu après les années 1950 ?**

*Les cycles du XIXe siècle sont plus nombreux et plus prononcés que ceux qui ont lieu après les années 1950. Au XIXe siècle, en période de récession, les prix et la production baissent (= déflation). Après 1950, on assiste à une décélération de la croissance de la production et des prix (= désinflation), voire parfois une diminution de la production (dépression) mais pas à une baisse significative des prix (cependant aujourd'hui menace de déflation, cf. Artus et Virard). Par contre, dans les deux types de cycle, le chômage augmente en phase descendante.*

**Déf. Déflation** : processus de baisse cumulative du niveau général des prix. (Cette baisse des prix s'accompagne d'une réduction massive de l'activité et d'un fort accroissement du chômage.)

**Déf. Désinflation** : ralentissement du rythme de croissance du niveau général des prix.

3) D'après le document, les cycles Kondratieff sont-ils toujours observables dans l'économie française ?

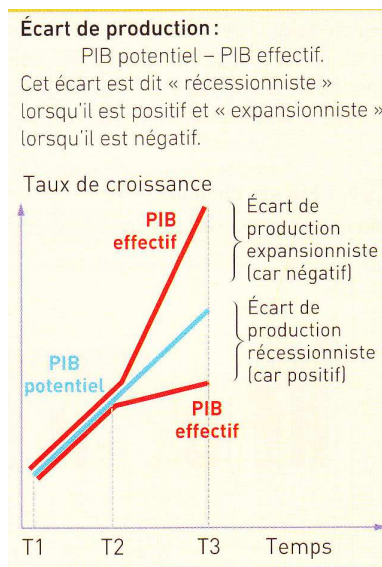
La période 1950-1973 peut s'analyser comme un cycle Kondratieff phase A : un des facteurs de croissance de cette époque est la diffusion des biens de consommation durable due à des innovations. Après 1973, les taux de croissance de l'économie française sont, en moyenne, divisés par deux. On peut interpréter cette période comme un cycle Kondratieff phase B (épuisement des innovations de la période précédente). Un cycle Kondratieff dure 40 à 60 ans. Vers les années 2000-2010, on aurait dû assister à l'arrivée d'un nouveau cycle Kondratieff phase A porté par de nouvelles innovations, notamment tout ce qui concerne les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce n'est pas le cas, ce qui laisse entendre que les cycles Kondratieff ne se vérifient pas sur la période récente.

### C. Fluctuations économiques et croissance potentielle

#### Document 5 : Un écart possible entre croissance effective et croissance potentielle

Pour mesurer la croissance d'un pays, on utilise le concept de croissance potentielle, qui peut être assimilé, malgré les redoutables problèmes techniques que cela pose, à la croissance tendancielle, qui est un simple lissage sur une longue période de la croissance économique. [...] On peut définir la production potentielle comme le niveau maximal de production durablement soutenable sans tensions excessives dans l'économie, et plus précisément sans accélération de l'inflation. Déterminée par la quantité et [la productivité] des facteurs de production disponibles, c'est un indicateur d'offre. L'écart de production est la différence entre la production effective et le niveau estimé de la production potentielle [...]. Le taux de croissance de la production potentielle définit le taux de croissance potentiel. [...]

Au cours de la première décennie du XXIème siècle (2001-2010), la croissance moyenne de l'économie française a ainsi été de 1,25%, ce qui est remarquablement faible. Des chiffres voisins peuvent être observés pour la plupart des pays européens. A quoi tient ce faible taux ? Grâce à l'utilisation d'une fonction de production et à la notion de croissance potentielle, on peut déterminer les effets respectifs de la productivité du travail et du capital, et du progrès technique [...]. Ces calculs constituent avant tout des ordres de grandeur indicatifs, utiles pour la conduite de la politique économique. Une croissance potentielle inférieure à 1% ne signifie pas que la zone euro ne peut croître plus vite, mais signale seulement que l'économie de la zone peut simplement rapidement buter sur des limites physiques, qui risquent de dégénérer en inflation si l'on cherche à relancer l'économie par la demande globale, c'est-à-dire en utilisant les leviers budgétaire et monétaire. Seule une politique de l'offre – la mise en œuvre de plus de facteurs de production, ou le renforcement de l'efficacité de ces facteurs (productivité) ou de leur combinaison - [...] permettrait d'améliorer la situation. [...]



J.-L. Biacabe et al., *Introduction à l'économie*, Pearson, 2011 ;

O. Passer, Ch. Riffart, H. Sterdyniak, « Ralentissement de la croissance potentielle et hausse du chômage », *Presse de Sciences Po*, Revue de l'OFCE, n° 60, janvier 1997 ;  
Et S.E.S. Terminale, Hatier, 2012.

#### Questions :

1) Expliquez le passage souligné.

*Si la demande globale qu'un appareil productif doit satisfaire s'accroît rapidement, la croissance économique qui en résultera sera certes élevée mais si les producteurs n'arrivent pas à faire progresser leurs productions aussi rapidement que la demande globale parce que les facteurs de production et les produits destinés à la consommation*

intermédiaire sont pleinement utilisés, des tensions inflationnistes se manifesteront. Générer de la croissance via des politiques conjoncturelles (cf. cours 1<sup>ère</sup> et III. de ce chapitre) revient à stimuler la demande globale ce qui peut avoir pour effet de susciter de l'inflation.

## 2) Donnez une définition de croissance potentielle.

**Déf. Croissance potentielle :** croissance maximale pouvant être atteinte sans risque inflationniste, compte tenu des facteurs de production disponibles et de leur productivité globale.

Elle détermine la croissance de long terme, tendance autour de laquelle s'observent les fluctuations conjoncturelles.

« PIB potentiel » : c'est le plus haut niveau de PIB que l'on puisse atteindre sans inflation.

## 3) A quoi correspond la croissance effective d'une économie ?

C'est la croissance du PIB que l'on observe dans la réalité au cours d'une certaine période.

## 4) Que risquerait une économie si l'écart de production était positif ? Et s'il était négatif ?

Une inflation plus ou moins forte si cet écart était négatif ; en effet lorsque la croissance effective est supérieure à la croissance potentielle, cela conduit à des tensions inflationnistes (on parle de « surchauffe ») ; et une récession plus ou moins prononcée s'il était positif ; en effet lorsque la croissance effective est inférieure à la croissance potentielle, on assiste à une montée du chômage.

## 5) En quoi l'écart entre croissance effective et croissance potentielle montre-t-il l'instabilité de la croissance ?

La croissance économique potentielle est évaluée par le taux de croissance du PIB potentiel, c'est-à-dire du PIB maximal qui pourrait être réalisé grâce à la pleine utilisation des facteurs de production disponibles. Le PIB potentiel est donc une évaluation de la production maximale qu'il serait possible de réaliser sans tension inflationniste ; c'est une mesure des capacités d'offre de l'économie, compte tenu des facteurs de production disponibles et de leur productivité. L'écart entre croissance effective et croissance potentielle permet donc d'appréhender l'instabilité de la croissance : chaque fois que la croissance effective s'écarte de la croissance potentielle, c'est que des fluctuations sont à l'œuvre. Soit il s'agit d'un mouvement expansionniste lorsque la croissance effective est supérieure à la croissance potentielle, soit d'un mouvement de récession dans le cas contraire.

## Conclusion du I : complétez le texte suivant :

La croissance économique a donc un caractère **cyclique**. En effet, l'activité économique se caractérise par des mouvements de baisse et de hausse au cours du temps ; on parle alors de **fluctuations économiques**. Ces mouvements sont plus ou moins prononcés. Les phases d'un cycle sont les suivantes : une phase d'**expansion**, qui désigne un phénomène d'accélération conjoncturelle du rythme de croissance économique ; la **crise**, qui désigne le moment de retournement de situation qui met fin à l'**expansion** et débouche sur une **récession**, voire une **dépression** ; cette phase de **récession** (ou **dépression**) prend fin avec la **reprise** qui débouche sur une nouvelle phase d'**expansion**.

On peut alors repérer différents types de cycles économiques en fonction de leur durée et leur ampleur. On distingue généralement les cycles longs (40 à 60 ans) dits cycles **Kondratieff**, liés aux innovations ; les cycles plus courts (6 à 12 ans) dits cycles **Juglar**, liés au « climat des affaires » ; et les cycles courts (40 mois environ) dits cycles **Kitchin**, liés à la gestion des stocks.

Ces fluctuations économiques ont une incidence sur la **croissance effective** qui se définit comme la croissance mesurée sur une période donnée ; en effet, les fluctuations créent un écart entre la **croissance effective** et la **croissance potentielle** ; cette dernière se définit comme la croissance maximale pouvant être atteinte sans risque inflationniste, compte tenu des facteurs de production disponibles et de leur productivité globale. Les périodes de **récession**, voire de **dépression**, ont un impact négatif sur cette **croissance effective** et agrandissent alors l'écart avec la **croissance potentielle**.

Lorsque la croissance effective est **supérieure** à la croissance potentielle, cela conduit à des tensions inflationnistes (on parle de **surchauffe**) ; lorsque la croissance effective est **inférieure** à la croissance potentielle, on assiste à une montée du chômage.

## II. COMMENT EXPLIQUER L'INSTABILITE DE LA CROISSANCE ?

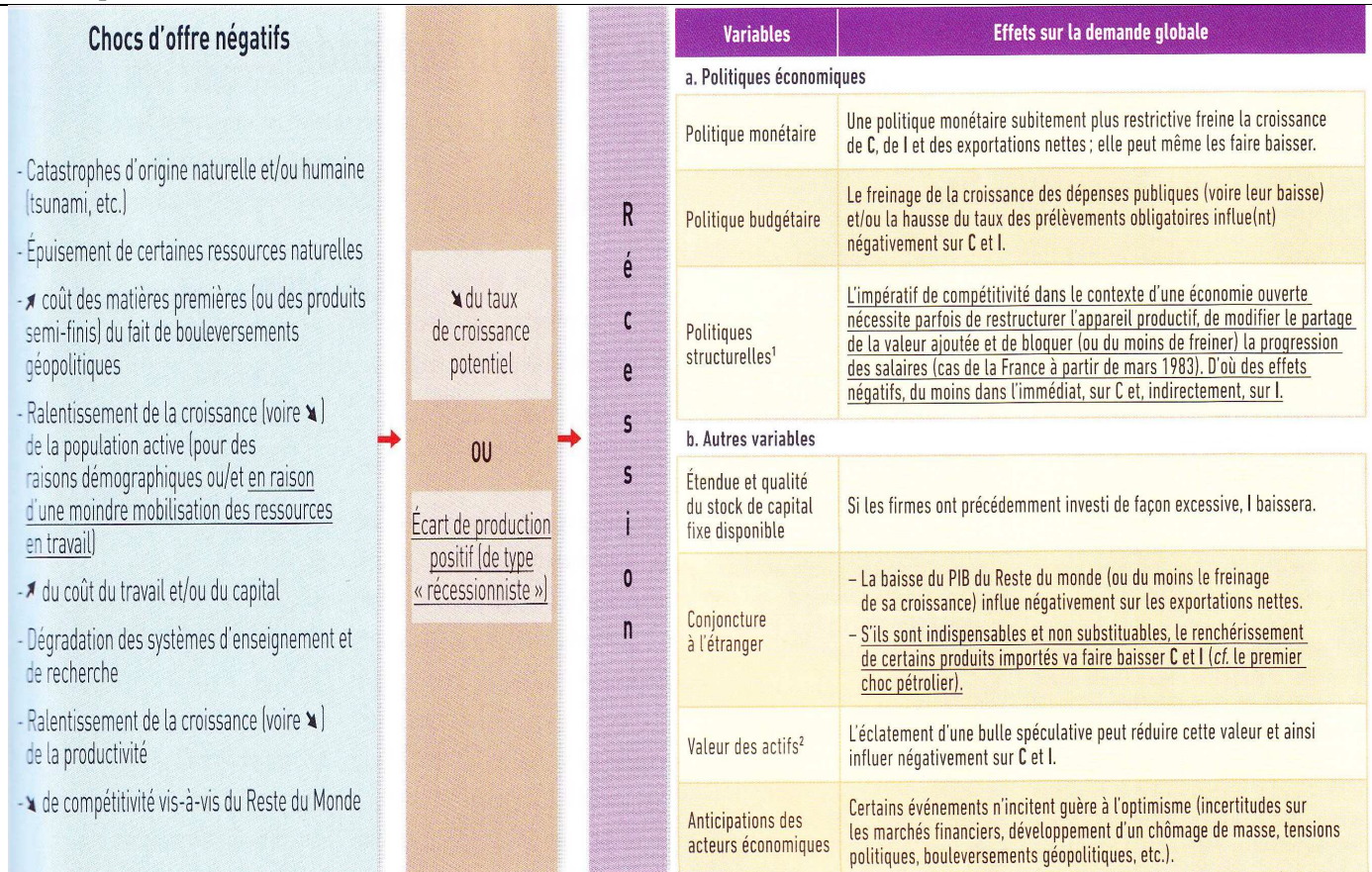
### A. Des chocs d'offre et de demande

#### Document 6 : Des chocs exogènes sur l'offre ou sur la demande

Des chocs tendent en permanence à éloigner la production effective de la production potentielle, induisant des fluctuations économiques. On appelle choc d'offre toute perturbation exogène (positive ou négative) qui affecte le lien entre capacité de production et prix, par exemple un choc sur le prix des *inputs* (ex. : choc pétrolier) qui affecte le prix de vente à quantité donnée, ou un choc sur la fonction de production (ex. : choc de productivité) qui affecte la quantité produite à prix donné [...]. [Un] choc d'offre [est donc] un évènement qui déplace la courbe d'offre globale à court

terme, telle une variation du prix des produits de base, des salaires nominaux ou de la productivité. Un choc d'offre négatif augmente les coûts de production et réduit la quantité que les producteurs sont disposés à offrir pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la gauche de la courbe d'offre. En revanche, un choc positif réduit les coûts de production et augmente la quantité offerte pour tout niveau général des prix donné, entraînant un déplacement vers la droite de la courbe d'offre globale à court terme. Les Etats-Unis ont connu un choc d'offre positif entre 1995 et 2000, au moment où la généralisation de l'usage d'Internet et d'autres technologies de l'information entraîna une forte croissance de la productivité. [...].

[...] de même, on appelle choc de demande toute perturbation exogène (positive ou négative) du lien entre demande et prix. [...] [C'est] un événement qui déplace la courbe de demande globale, tel que la modification des anticipations ou de la richesse ou l'utilisation de la politique budgétaire ou monétaire. La crise de 1929 fut un choc de demande négatif et la dépression prit fin grâce à un choc de demande positif – l'énorme augmentation des dépenses de l'Etat au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses. [...]



D'après A. Benassy-Quéré et al., *Politique économique*, De Boeck, 2009 ; P. Krugman, R. Wells, *Macroéconomie*, De Boeck Supérieur, 2009 ; Et S.E.S. Terminale, Hatier, 2012.

## Questions :

### 1) Rappelez ce que l'on entend par demande globale (vue en 1<sup>ère</sup>).

La demande globale est constituée de la consommation (conso finale et CI) et de l'investissement.

### 2) Qu'entend-on par choc d'offre ? Et choc de demande ? Illustrez par des exemples.

**Déf. Choc d'offre :** événement exogène (positif ou négatif) qui a une incidence sur l'offre (à la hausse ou à la baisse) à un niveau de prix donné.

**Ex. choc d'offre positif :** une innovation qui vient améliorer le capital productif accroît sa productivité et donc réduit les coûts de production. Cela engendre un déplacement de la courbe d'offre vers la droite : à chaque niveau de prix donné, les offreurs sont prêts à céder plus de quantités qu'avant le choc.

**Ex. choc d'offre négatif :** l'augmentation du prix des matières premières entraîne une hausse des coûts de production et donc un déplacement de la courbe d'offre vers la gauche : à chaque niveau de prix, les offreurs cèdent des quantités moindres qu'avant le choc.

**Déf. Choc de demande :** événement exogène (positif ou négatif) qui a une incidence sur la demande (à la hausse ou à la baisse) à un niveau de prix donné.

**Ex. choc de demande positif :** une baisse des taux i engendre un accroissement de la D (investissement, C<sup>o</sup>finale) et

donc un déplacement de la courbe de demande vers la droite : à chaque niveau de prix donné, la demande est plus forte qu'avant le choc.

*Ex. choc de demande négatif* : la diminution des prestations sociales versées par l'Etat réduit globalement le pouvoir d'achat des ménages et contracte donc la demande dont la courbe se déplace alors vers la gauche : à chaque niveau de prix donné, la demande est inférieure à ce qu'elle était avant le choc.

### **3) A quel choc l'ouverture de la Chine au commerce international correspond-elle ?**

L'ouverture de la Chine au commerce international correspond à la fois à un choc négatif sur l'offre (perte de part de marché d'où production en baisse. Pour chaque niveau de prix, la qté offerte sera donc inférieure), et un choc positif sur la demande (accroissement de la demande globale avec les  $X^o$  d'où hausse de la demande à chaque niveau de prix).

### **4) En quoi les chocs d'offre et de demande expliquent-ils les fluctuations économiques ?**

Les chocs d'offre et de demande affectent l'offre et la demande à la hausse ou à la baisse et donc les prix des biens, services, travail et capitaux. Ces chocs suscitent des réactions et ajustements des agents économiques et créent donc des fluctuations économiques : par ex, la hausse du prix du pétrole génère une hausse des coûts de production (choc d'offre) de nombreux produits et donc une baisse de la production s'accompagnant d'une hausse des prix ; en même temps, elle génère une baisse de la demande des produits incorporant du pétrole. De fait, cela génère un ralentissement de l'activité économique.

## **B. Le cycle du crédit**

### **Document 7 (Doc. 3 p 45) : Le rôle des banques**

**Répondre aux questions 1 et 3 du livre.**

*1) Quand le PIB augmente, les crédits accordés par les banques augmentent également, car les conditions de rentabilité sont plus fortes et parce qu'elles sont prêtes à prendre plus de risques, leurs clients étant plus solvables en période d'expansion. Le niveau de l'investissement dépend des estimations des prêteurs et des emprunteurs sur les risques encourus par un financement externe de l'investissement ; une phase de croissance économique se traduit par une sous-estimation des risques et un développement du financement externe.*

*3) Les conditions d'octroi du crédit sont un élément déterminant des fluctuations économiques ; d'une part, les crédits alimentent la demande globale, c'est-à-dire la demande des ménages et des entreprises (investissement, conso) lors de phases d'expansion ; d'autre part, en finançant l'investissement, ils permettent la diffusion du progrès technique et donc l'accroissement de la productivité des facteurs. En effet, en phase de croissance, les agents font des anticipations optimistes qui favorisent l'octroi de crédits.*

*A l'inverse, quand la croissance ralentit, les banques rationnent l'offre de crédit (et hausse des  $tx$   $i$ ), qui est alors réservé aux entreprises les plus rentables ; cela contribue ainsi à éliminer certaines entreprises du marché, à accroître le chômage et à alimenter la récession. Cela accroît les risques d'insolvabilité des entreprises et ménages ; en outre, les agents économiques vont souhaiter vendre une partie de leurs actifs (immobilier, titres...) ; or bon nombre d'actifs ne sont liquides que dans la mesure où il n'y a pas trop de vendeurs : lorsque le besoin de liquidité s'accroît, le prix des actifs s'effondre et l'économie entre dans une spirale déflationniste.*

► *Ainsi, outre les chocs d'offre et de demande, les fluctuations économiques sont dues au cycle du crédit : l'expansion est soutenue par l'octroi massif de financement, et la récession est aggravée par la restriction du crédit par les banques.*

## **C. Des mécanismes cumulatifs source de déflation et de dépression**

*Les origines de retournement de situation (crise) – chocs d'offre, de demande, cycle du crédit – génèrent des mécanismes cumulatifs qui peuvent mener à des situations de déflation et de dépression dont il est difficile de sortir. Nous allons appréhender ces mécanismes cumulatifs au travers de l'exemple de la crise actuelle, avant de nous pencher de façon plus générale sur les enchaînements le plus souvent observables suite à des crises économiques, enchaînements qui sont à l'œuvre suite aujourd'hui.*

### **Document 8 (Doc. 1 p 48) : De la crise financière à la crise économique de 2008**

**Répondre aux questions du livre.**

*1) Faillites bancaires, chute des indices boursiers → difficultés de financement et chute des revenus du patrimoine → baisse des investissements (entreprises) et hausse de l'épargne pour compenser la dévalorisation du patrimoine → baisse de la consommation et baisse des investissements → baisse de la production → hausse du chômage.*



2) Les banques accordent moins de crédits aux ménages (notamment crédits immobiliers) et aux entreprises (pour l'investissement) en étant plus attentives au risque de crédit (risque d'insolvabilité) ; elles augmentent leur  $t_x$ , ce qui freine l'activité économique. En effet, la contraction de l'offre de crédit signifie une restriction des financements. Aussi, des AE à besoins de financement ne pourront obtenir les crédits nécessaires à leur activité, d'où un ralentissement voire une diminution de l'activité productive.

3) Les revenus des ménages diminuent avec la crise : ceux du patrimoine diminuent du fait de la crise financière (moindre rentabilité des titres boursiers...), ceux du travail aussi du fait de la hausse du chômage (baisse des revenus du travail versés) et de la plus faible progression des salaires pour baisser les coûts de production.

[En outre, la valeur du patrimoine des ménages se dégrade avec la chute de la valeur des actifs (titres, immobilier...)]

4) La crise touche l'ensemble de l'économie du fait de la globalisation financière, qui facilite la transmission de la crise dans les différents pays (+ de la mondialisation qui facilite la transmission de la crise aux différents pays : la récession dans un pays a des conséquences sur ses partenaires commerciaux.)

### **Document 9 (Doc. 2 p 48) : De la crise à la dépression : un enchaînement cumulatif**

#### **Répondre aux questions du livre.**

##### **1) Flèche 2 :**

La baisse des prix des produits entraîne une baisse de la valeur ajoutée des entreprises ; cela a pour conséquence :

- une diminution des profits, ce qui affecte les revenus des apporteurs de capitaux ;
- une diminution de la masse salariale (moins d'heures supplémentaires et/ou moins de primes versées, licenciements), ce qui affecte les revenus du travail.

##### **Flèche 5 :**

L'investissement est financé soit avec les profits de l'entreprise (autofinancement) soit en recourant à des agents à capacité de financement (crédits ou titres). La réduction des profits incitent les entreprises à moins ou pas investir ; le contexte de chute des prix les désincitent à s'endetter (ou émettre des titres) pour investir. Faute d'épargne suffisante et faute de débouchés, les entreprises vont moins investir.

2) La baisse de la consommation traduit une baisse des débouchés pour les entreprises : la baisse des prix va permettre de résister à cette concurrence, de maintenir les ventes et d'écouler les stocks.

3) Baisse de la TVA sur les produits ; hausse des revenus sociaux (allocations chômage, allocation de rentrée scolaire pour les familles...) ; hausse du Smic ; hausse des dépenses publiques d'investissement.

► Un certain nombre de mécanismes s'enchaînent donc dans le cas de crise débouchant sur une récession voire une dépression. Le recul de l'activité économique impacte les revenus et par là-même la demande globale (ménages et entreprises). Cela suscite une baisse des prix et donc de la rentabilité des entreprises, qui ne surcroît développent des anticipations pessimistes. En découle alors une hausse du chômage, menant à un chômage de masse dans le cas de récession et de déflation durables.

#### **Conclusion du II : complétez le texte suivant :**

Les fluctuations économiques ont donc différentes sources.

D'une part, elles peuvent provenir de **chocs de l'offre** (c'est-à-dire d'événements exogènes, positifs ou négatifs, qui ont une incidence sur **l'offre** à un niveau de prix donné) ou de **chocs de la demande** (c'est-à-dire d'événements exogènes, positifs ou négatifs, qui ont une incidence sur **la demande** à un niveau de prix donné). Ces événements exogènes génèrent en effet des fluctuations dans **l'activité économique** puisqu'ils impactent les quantités offertes ou demandées à un prix donné sur un ou plusieurs marchés. Dès lors, cela engendre des mouvements au niveau de **la production** et donc de la **croissance économique**.

D'autre part, elles peuvent provenir du **cycle du crédit**. En effet, les banques ont tendance à soutenir la croissance en période **d'expansion** en accordant facilement des **crédits**, et, à l'inverse, à aggraver les **récessions** en rétractant fortement **l'offre de crédits** dans de tels contextes économiques. On constate d'ailleurs une corrélation entre l'évolution du **PIB** et celle des **crédits accordés** par les banques. La crise financière de 2007 a, à ce propos, généré une crise **économique** suite à une contraction de **l'offre de crédits** et une **dépréciation** des actifs détenus par les agents économiques.

L'instabilité de la croissance s'explique donc à la fois par des **chocs sur l'offre ou sur la demande** et par **le cycle du crédit**, éléments qui suscitent des fluctuations dans l'activité économique.

Lorsqu'une phase de récession est enclenchée, un certain nombre de mécanismes sont susceptibles de s'enchaîner, rendant la sortie de récession difficile. On constate en effet que un choc sur l'offre, sur la demande ou une contraction des financements peut générer un **ralentissement** voire une **diminution** de l'activité économique. Dès lors, cela entraîne une diminution des **revenus**, puisque ces derniers sont issus de la valeur ajoutée réalisée par les producteurs. Cette baisse des **revenus** a pour conséquence une diminution de la **demande globale** (investissement et

consommation), laquelle suscite une **contraction** de la production et une **baisse** des prix. Ce mécanisme a tendance à s'auto-entretenir, la dépression et la déflation s'alimentant mutuellement, et à générer un accroissement du **chômage**.

### **III. LES POLITIQUES ECONOMIQUES DE LUTTE CONTRE L'INSTABILITE DE LA CROISSANCE**

#### **A. Les politiques conjoncturelles**

Cf. Cours 1<sup>ère</sup> (Politique monétaire dans Chapitre II : Monnaie et financement / Politique budgétaire dans Chapitre VIII : Régulation et déséquilibres macro)

##### **1. Les politiques conjoncturelles atténuent les fluctuations économiques**

#### **Document 10 : Les politiques conjoncturelles**

C'est principalement par le biais de la politique budgétaire et de la politique monétaire que l'Etat peut influencer la [...] demande globale. [...]

- Les gouvernements réagissent souvent à une récession en augmentant les dépenses [ou/et] en diminuant les impôts [...]. L'impact des dépenses publiques en biens et en services finaux sur la [...] demande globale est direct, parce que les dépenses de l'Etat sont elles-mêmes une composante de la demande globale. [...] En revanche, des modifications des taux d'imposition et des revenus de transfert influencent l'économie indirectement [...].

- Dans les économies modernes, la quantité de monnaie en circulation est largement déterminée par les décisions [de la] banque centrale. [Lorsqu'elle] augmente la quantité de monnaie en circulation [...], [cela entraîne] une hausse de l'investissement et [...] une hausse de la consommation [finale] [et donc] de la demande globale.

P. Krugman et R. Wells, *Macroéconomie*, De Boeck, 2009.

#### **Questions :**

**1) Rappelez ce que l'on entend par politique budgétaire et par politique monétaire.**

**La politique monétaire et la politique budgétaire sont des politiques conjoncturelles. Rappel de 1<sup>ère</sup> :**

**Déf. Politique conjoncturelle :** action de l'Etat visant à agir à court terme sur la situation économique en fonction des déséquilibres existants.

**Politique monétaire :** c'est l'un des instruments de la politique économique. Elle regroupe l'ensemble des actions visant à agir sur la situation économique (croissance, emploi, niveau général des prix, solde extérieur) par l'intermédiaire de la quantité de monnaie en circulation et/ou du taux d'intérêt directeur.

[On dit souvent qu'une politique monétaire expansive **stimule l'activité économique** car elle favorise l'octroi de **crédits** (taux d'intérêt peu élevés), et donc par là même la **consommation et l'investissement**. Or, si l'investissement et la consommation augmentent, cela génère une hausse de la production, et donc de l'emploi. Mais cela peut aussi générer une augmentation du niveau général des prix (**inflation**) car la demande excède l'offre, et l'offre ne peut pas répondre immédiatement à cette demande. ]

**Politique budgétaire :** Elle regroupe l'ensemble des actions visant à agir sur la situation économique (croissance, emploi, niveau général des prix, solde extérieur) par l'intermédiaire de du budget de l'Etat.

**2) Expliquez le passage souligné.**

Le revenu disponible des ménages s'obtient en additionnant tous leurs revenus (leurs revenus primaires et leurs prestations sociales en espèces) et en soustrayant de ce total leurs cotisations sociales et leurs impôts directs ; c'est donc la somme dont ils disposent pour leur consommation finale et leur épargne. Une baisse des taux d'imposition couplée à une hausse des revenus de transfert va donc en **accroître le revenu disponible des ménages**. Les ménages pourront ainsi **augmenter leurs dépenses de consommation finale**. D'où des effets indirects positifs pour la croissance économique et l'emploi de l'économie considérée. Cela a un impact si les bénéficiaires de ces gains sont des ménages à bas revenus (puisque ce sont eux qui ont les propensions moyenne et marginale à consommer les plus élevées) et si cette demande additionnelle se porte sur les produits nationaux et non sur les importations.

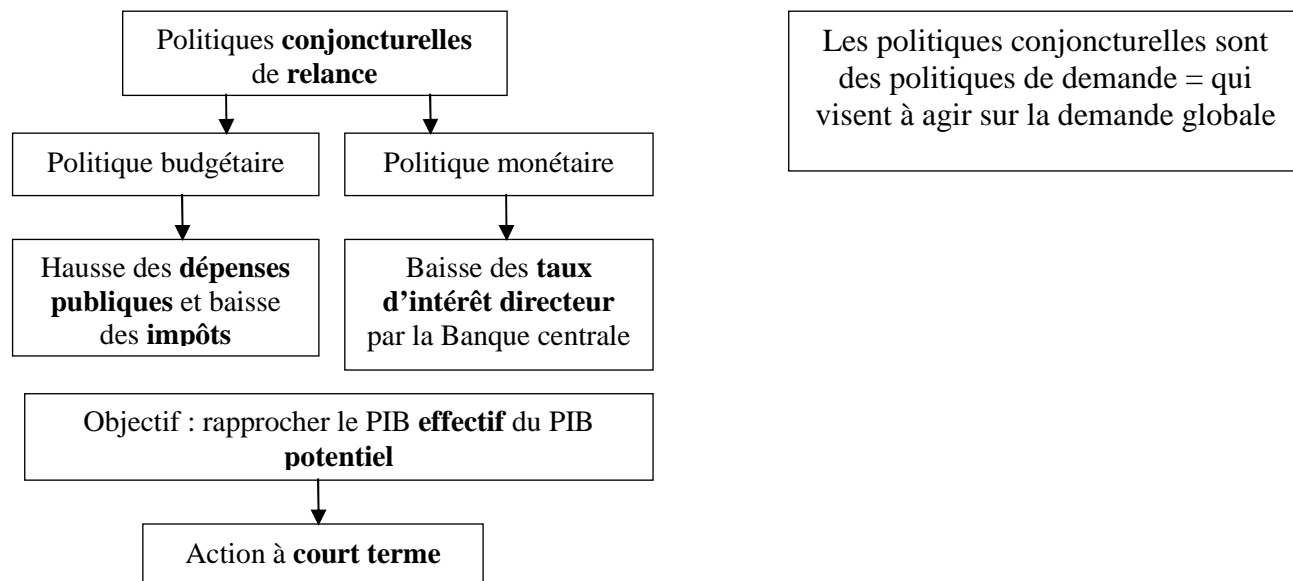
**3) Comment une banque centrale s'y prend-elle pour augmenter la quantité de monnaie en circulation ?**

En baissant ses taux d'intérêt directeurs et en achetant plus de titres aux banques de second rang sur le marché monétaire, ce qui permet aux établissements bancaires de baisser leur taux  $i$  et d'octroyer davantage de crédits ; ainsi, elles créent davantage de monnaie scripturale.

► Les gouvernements et banques centrales peuvent donc agir sur les fluctuations économiques par l'intermédiaire des politiques conjoncturelles. En ce sens, elles peuvent atténuer certaines fluctuations (récession) et en soutenir d'autres (expansion). Néanmoins, les effets des politiques conjoncturelles ne sont pas mécaniques : les ménages et les entreprises peuvent modifier leurs comportements suite aux modifications des politiques économiques. Par exemple,

une relance de la consommation par la distribution par l'Etat de revenus exceptionnels aux ménages peut échouer si ceux-ci préfèrent, par précaution, épargner ces revenus supplémentaires compte tenu de la menace croissante du chômage ou de l'anticipation d'une hausse future des impôts destinés à contenir la dette publique. Ils modifient dès lors à la baisse leur propension à consommer. Une politique monétaire expansionniste par la baisse des taux d'intérêt directs peut ne pas parvenir à accroître l'offre de crédit des banques et la demande de crédit des ménages et des entreprises du fait du pessimisme des acteurs : il n'y a alors pas transmission à l'économie réelle (la relance attendue de la demande et de l'offre ne se produit pas). Il est donc de ce fait difficile de prévoir avec certitude les effets sur l'économie d'une modification de la politique budgétaire ou monétaire. Rien ne garantit donc la réussite de ces politiques. En outre, il existe des contraintes en matière de politiques conjoncturelles qui rendent les interventions parfois difficiles dans le cas de la zone euro notamment.

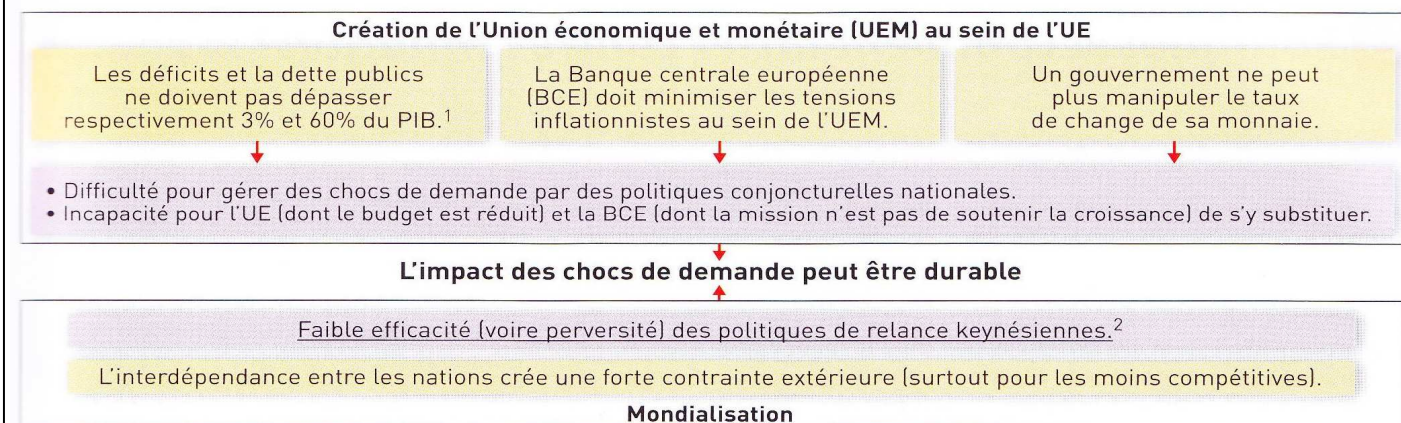
**Pour récapituler, compléter le schéma avec les termes suivants (emprunté à Laurent Braquet, fiche sur la croissance potentielle) : taux d'intérêt directeur, conjoncturelles, court terme, potentiel, dépenses publiques, relance, impôts, effectif.**



## 2. Les politiques conjoncturelles se heurtent néanmoins à certaines contraintes

### Document 11 : Les contraintes induites par l'Union économique et monétaire et la mondialisation

**Union économique et monétaire (UEM) :** résultat du processus amorcé par le traité de Maastricht (1992) : désormais, dix-sept États membres de l'Union européenne ont l'euro pour monnaie unique.



<sup>1</sup> L'Etat français s'est ainsi engagé à ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013 et à 2% en 2014.

<sup>2</sup> On appelle politiques de relance keynésienne des politiques visant à susciter de la croissance économique en stimulant la demande (politiques monétaire et budgétaire expansives)

S.E.S. Terminale, Hatier, 2012.

Rappel 1<sup>ère</sup> :

**Déf. Déficit public :** désigne le déficit (solde négatif : dépenses > recettes) de l'ensemble des administrations publiques, Etat inclus.

**Déf. Dette publique :** elle est constituée de l'encours total des titres d'emprunt publics (titres d'emprunt d'Etat, bons

du Trésor...). Elle résulte du financement par l'emprunt plutôt que par l'impôt des déficits publics.

### **Questions :**

#### **1) Quelles contraintes l'Union économique et monétaire entraîne-t-elle pour les politiques de relance ?**

*Deux des outils traditionnels des politiques de relance sont inutilisables pour chacun des États membres de l'UEM : la politique de change (puisque un gouvernement ne peut plus manipuler le taux de change de sa monnaie dans l'espoir d'accroître les parts de marché de ses entreprises tant sur les marchés extérieurs que sur le marché domestique) et la politique monétaire (puisque c'est désormais la BCE qui en décide pour l'ensemble de l'UEM sachant que son objectif prioritaire est de limiter la hausse du niveau général des prix dans la zone – Cf. Cours 1<sup>ère</sup> et différences avec FED).*

*Les chefs d'État ou de gouvernement peuvent bien sûr encore utiliser la **politique budgétaire** mais ils doivent respecter les critères de convergence budgétaires qui ont été initialement inscrits dans le traité de Maastricht de 1992 puis pérennisés dans le Pacte de stabilité et de croissance de 1997, étant entendu de surcroît que la signature, en mars 2012, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire va considérablement renforcer, à terme, la discipline budgétaire au sein de l'UEM. Et ce n'est pas dans le cadre du budget de l'UE en tant que telle que des politiques budgétaires destinées à relancer la croissance économique et à faire baisser le taux de chômage pourront être menées à bien (sa taille est en effet beaucoup plus faible que celle du budget de l'État fédéral états-unien).*

#### **2) Expliquez le passage souligné.**

*Une politique de relance peut être efficace en économie fermée. Mais dans le cadre d'une économie ouverte, qui échange donc avec le reste du monde, une telle politique peut avoir un effet contre productif. En effet, en accroissant le pouvoir d'achat des ménages (politique budgétaire) et en rendant le crédit peu cher, le gouvernement accroît la demande globale. Cependant, dans un contexte d'économie ouverte, cette politique va être confrontée à la contrainte extérieure : la demande peut se porter sur les produits étrangers, ce qui aura pour effet d'exporter la relance, d'autant qu'une stimulation de la demande génère des tensions inflationnistes (surplus de demande → hausse des prix), ce qui incitera les agents éco à acheter étranger. En outre, ces tensions inflationnistes dégradent la compétitivité-prix du pays concerné qui devrait donc voir ses X° diminuer.*

*Des effets très négatifs s'ensuivront : déficit des échanges extérieurs, ralentissement de la croissance économique, hausse du taux de chômage, etc. C'est ce qui s'est passé en France dans la première moitié des années 1980*

#### **3) Que peut-on conclure de ce schéma ?**

*Les contraintes induites par l'UEM et par la mondialisation rendent donc la gestion des fluctuations économiques parfois difficiles.*

*Un document à lire à la maison pour conclure ce point en illustrant les difficultés que rencontrent les Etats pour mener des politiques nationales dans un contexte de mondialisation, voire l'inefficacité de ces politiques si elles ne sont pas concertées. Ce document est issu du rapport Stiglitz dont l'objet est d'identifier les causes de la crise de 2007-2009 et les réformes à envisager pour en sortir et éviter des crises similaires à l'avenir.*

### **Document 12 : De la nécessité de politiques coordonnées pour sortir de la crise**

Si la crise économique en cours est mondiale par ses causes et ses ramifications, les ripostes ont été décidées et menées au niveau national. On ne s'est guère intéressé aux externalités ni aux retombées planétaires de ces décisions non coordonnées. Relever le défi de la crise, c'est concevoir le cadre et la feuille de route d'une réaction mondiale coordonnée, qui tienne compte des contraintes différentes auxquelles chaque pays est confronté [...]. La coordination est essentielle au succès des diverses initiatives des Etats face à la crise, car l'impact de la politique de chacun dépendra des mesures prises par les autres. Les gouvernements nationaux doivent comprendre qu'ils seront plus efficaces pour protéger leurs citoyens s'ils coordonnent leurs efforts au niveau international. La non-coordination des politiques risque d'aggraver les déséquilibres mondiaux [...] [et] donc de compromettre le retour à une croissance forte et durable. [...] Pour opposer à la crise une riposte mondiale « équilibrée », il faut [...] coordonner les plans de relance nationaux [...].

**J.- E. Stiglitz, Le Rapport Stiglitz, Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international après la crise mondiale, Babel, 2010.**

### **Question :**

#### **1) Expliquez le passage souligné.**

*Les auteurs expliquent que les politiques menées dans un contexte national sont insuffisantes pour sortir du contexte actuel de récession ; ces politiques se heurtent à certaines contraintes lorsqu'elles sont menées par un seul pays (Doc. 11) auquel cas elles ne permettent pas d'atteindre les résultats escomptés (relance budgétaire > contrainte extérieure > alourdissement déficit sans effet), ses partenaires commerciaux profitant davantage de la politique menée que le pays concerné (externalités positives pour eux) ; en outre, un certain nombre de pays cherchent à l'inverse à mettre en place des mesures de protectionnisme caché, ce qui génère à l'inverse des externalités négatives pour les partenaires*

commerciaux. > Seule une politique coordonnée entre les pays peut permettre de susciter des résultats positifs pour tous et de générer des externalités positives collectives.

## B. Les politiques structurelles

### Document 13 : Les politiques structurelles

La politique structurelle est une action de l'Etat visant à agir à long terme sur les caractéristiques fondamentales de l'économie. [...] la politique conjoncturelle chercherait à maintenir ou à rétablir ce que l'on nomme parfois les « grands équilibres » (les quatre objectifs du « carré magique »<sup>1</sup>) et cela grâce aux politiques de régulation de la demande (encouragement ou freinage de la demande).

La politique structurelle chercherait davantage à améliorer les structures et les bases de l'économie. On cite, parmi les principales politiques structurelles, la politique de la recherche, la politique des transports, la politique industrielle, [la politique d'aménagement du territoire] ou la politique agricole.

<sup>1</sup> Cf. Chapitre VIII. Cours de 1<sup>ère</sup>.

D'après A. Beitone et al., *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, 2001 ;  
Et J.- Y. Capul et O. Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, 2011.

#### Questions :

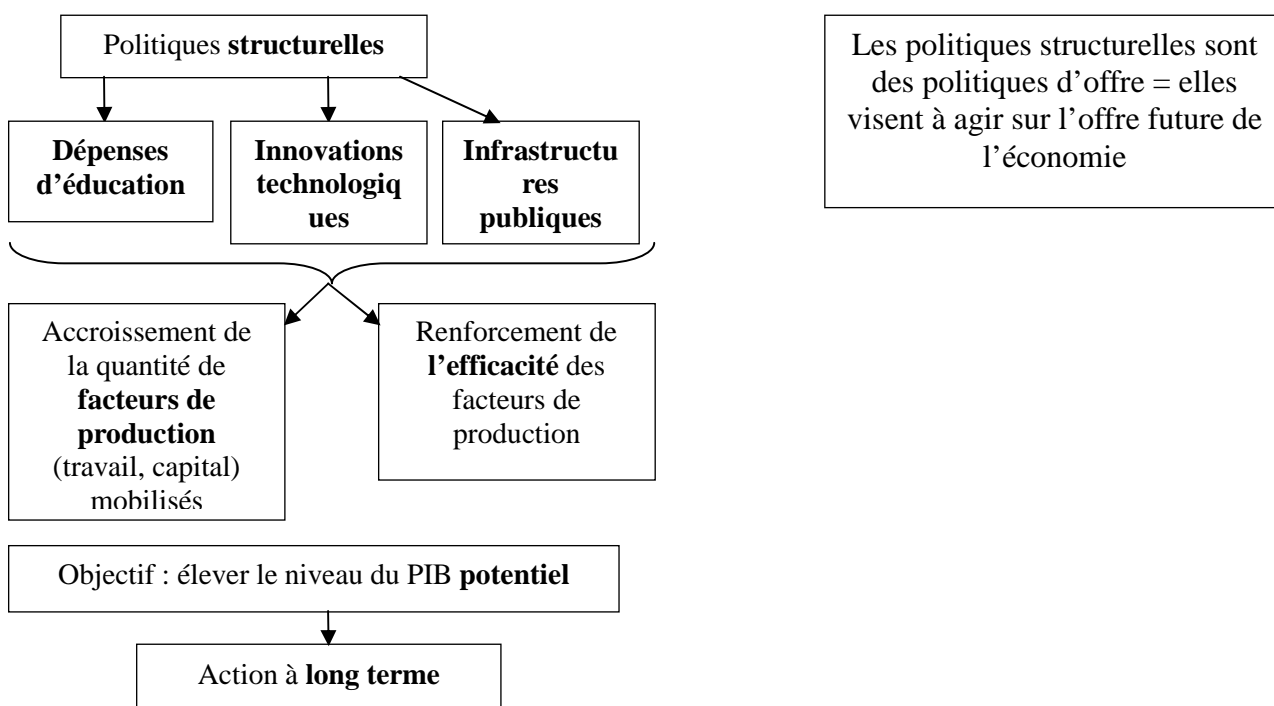
##### 1) Qu'est-ce qui distingue une politique structurelle d'une politique conjoncturelle ?

Une politique conjoncturelle agit à court terme sur la situation économique (emploi, inflation, croissance, solde extérieur), mais sans modifier la façon dont la société considérée est structurée, alors qu'une politique structurelle, dont l'horizon temporel est plus long, procède à ce type de modification (politique industrielle, politique technologique, politique éducative, politique d'aménagement du territoire, politique des revenus, etc.). Elle impulse donc des changements dont les effets sont à plus long terme.

##### 2) En quoi les politiques structurelles ont-elles un impact sur la croissance potentielle future ?

Les politiques structurelles définissent des objectifs de moyen ou long terme. Elles consistent en la mise en œuvre d'actions qui modifient les structures économiques : compétitivité industrielle, état de la recherche source d'innovation et de compétitivité, qualité de l'éducation, etc. Elles agissent donc sur des déterminants fondamentaux de la croissance potentielle comme le niveau et la qualité de l'éducation, les performances en matière de recherche, la compétitivité de l'industrie, etc, autant d'éléments qui contribuent à créer la croissance de demain (ou pas en l'absence de politique cohérente), en améliorant la productivité des facteurs de production. En agissant sur l'avenir d'éléments source de croissance, ces politiques ont donc un impact sur le potentiel de croissance d'une économie. Si les politiques conjoncturelles peuvent permettre d'agir à court terme sur la demande source d'éventuelle croissance, les politiques structurelles peuvent avoir un impact plus fort et durable puisqu'elles sont en mesure de développer des structures de long terme source de croissance.

**Pour récapituler, compléter le schéma avec les termes suivants (emprunté à Laurent Braquet, fiche sur la croissance potentielle) :** facteurs de production, innovations technologiques, potentiel, dépenses d'éducation, efficacité, long terme, infrastructures publiques.



**Conclusion du III : complétez le texte suivant :**

Les gouvernements disposent d'outils pour agir sur les fluctuations économiques. On distingue les politiques **conjoncturelles**, visant à agir à court terme sur la situation économique, des politiques **structurelles**, qui visent à agir à long terme sur les structures de l'économie.

Si les gouvernements sont en charge de la politique **budgétaire**, ce sont les banques centrales qui se chargent de la politique **monétaire** dans la plupart des pays. Ces deux types de politique visent à agir sur la situation économique par la demande globale. Elles sont dites **expansives** lorsqu'elles cherchent à stimuler la demande en vue d'accroître la croissance économique et l'emploi, et **restrictives** lorsqu'elles visent à lutter contre l'inflation et équilibrer le solde extérieur.

Cependant, ces politiques rencontrent un certain nombre de contraintes qui limitent leur utilisation. Dans le cas de la zone euro, les contraintes proviennent à la fois des règles établies dans le cadre de l'Union économique et monétaire (encadrement du **déficit public** et de la **dette publique**, priorité accordée à **la lutte contre l'inflation** pour la Banque centrale) et de l'ouverture internationale ; cette dernière peut rendre inefficace des politiques de relance du fait de la **contrainte extérieure**.

Bien qu'étant sous contraintes, l'exploitation de ces politiques **conjoncturelles** permet d'agir sur les fluctuations, et ainsi d'atténuer les récessions ou de lutter contre des situations de surchauffe économique.

Les politiques structurelles, quant à elles, visent à agir sur la situation économique à **long terme**. Aussi, elles ne permettent pas de gérer les fluctuations conjoncturelles sur le moment, mais peuvent, si elles sont cohérentes, contribuer à accroître la **croissance potentielle** à long terme et ainsi atténuer les risques de récession future.